

**Arrêté préfectoral du 13 JAN. 2025**

**portant liquidation totale d'une astreinte administrative prise  
à l'encontre de la société Bessac TPC  
dont le siège social est Le rivet 81120 realmont**

Le préfet du Tarn,

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-7, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** le décret du Président de la République du 1<sup>er</sup> octobre 2024 portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT en qualité de Préfet de Tarn ;
- VU** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2024 portant délégation de signature à monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L121-1 et L122-1 ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 13 juin 2000 à la société BESSAC TPC pour l'exploitation d'une carrière sur le territoire de la commune de Montredon-Labessonié à l'adresse suivante : lieu-dit « Le Rivet » concernant notamment la rubrique 2510 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc. relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 31 mai 2023 mettant en demeure la société BESSAC TPC, de respecter, à compter de la notification du présent arrêté :
  - l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 au plus tard dans un délai de 6 mois ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 17 juillet 2024 rendant redevable d'une astreinte administrative la société BESSAC TPC pour l'exploitation d'une carrière sur le territoire de la commune de Montredon-Labessonié à l'adresse suivante « Le Rivet » ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2024 portant liquidation partielle d'une astreinte administrative prise à l'encontre de la société BESSAC TPC ;

**CONSIDÉRANT** que la société BESSAC TPC a été mise en demeure par l'arrêté préfectoral susvisé en date du 31 mai 2023 de respecter les dispositions susvisées ;

- CONSIDÉRANT** que la société BESSAC TPC est rendue redevable, par arrêté préfectoral du 17 juillet 2024 susvisé, d'une astreinte journalière de trente euros par jour, jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 31 mai 2023 susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que l'exploitant a justifié du respect de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 31 mai 2023 précité en fournissant à l'inspection par courriel en date du 4 novembre 2024 un rapport n° 134495138-001-1 en date du 30 octobre 2024, démontrant le respect du seuil réglementaire fixé à 40mg/Nm<sup>3</sup> et qu'il convient donc de liquider totalement l'astreinte administrative journalière prise à l'encontre de la société BESSAC TPC ;
- CONSIDÉRANT** que le nombre de jours calendaires à prendre en compte pour le calcul du montant de l'astreinte est de 58 jours ;

Sur proposition du sous-préfet de Castres

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1.**

L'astreinte administrative journalière dont est rendue redevable la société BESSAC TP, numéro de SIRET 31683119700017 dont le siège social est implanté « le rivet » RÉALMONT 81120 pour les installations exploitées sur le territoire de la commune de Montredon-Labessonnié, par arrêté préfectoral du 17 juillet 2024 susvisé est totalement liquidée pour la période du 3 septembre 2024 au 30 octobre 2024.

A cet effet, un titre de perception d'un montant de 1740 € (mille sept cent quarante euros), est rendu immédiatement exécutoire auprès du directeur des finances publiques.

La formule de calcul du montant de l'astreinte est la suivante :

Montant = Montant de l'astreinte journalière (30 euros) X Nombre de jours de la période (58 jours)

La somme liquidée ne pourra pas être restituée.

### **ARTICLE 2 - FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 3 - INFORMATION DES TIERS (art. R.171-1 du code de l'environnement)**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de MONTREDON-LABESSONNIÉ pour y être consultée par toute personne intéressée.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

### **ARTICLE 4 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (art. L. 171-11 du code de l'environnement)**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ».

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

#### **ARTICLE 5 - EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) – inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Montredon-Labessonnié.

Fait à Albi, le **13 JAN, 2025**

**Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Castres,**

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'L' followed by 'A' and 'M'.

Laurent GANDRA-MORENO